

[Texte]

want to institute in the future based on U.S. trade law can be instituted.

Mr. Reimer: I guess all I asked for were legal opinions, and I assume you have none to help us.

The Chairman: Mr. Reimer, I am sorry. . .

Ms Spratt: I am sorry, we only represent 200,000 people. We do not have a lawyer here.

The Chairman: I am sorry we are out of time. Mr. Blaikie please.

Mr. Blaikie: It is difficult to select out any one area for further questioning. Perhaps no one in Winnipeg will be surprised if I finally come down on the side of asking a question about transportation and about railways.

I make the comment and invite a response from Mr. Ages about the extent to which this agreement entrenches the deregulation of the transportation system, which so many Manitobans oppose. The fact is if this agreement is signed no future government would be able to do anything about it if deregulation turns out to be the disaster for Manitoba that everyone predicts it will. This particular Conservative government will not only have deregulated but also have made it impossible for future governments to re-regulate the transportation system, by entrenching in this agreement their particular view of how our transportation system ought to be eventually dominated by American transportation companies. I find that to be fundamentally undemocratic and I wonder whether you share this view.

Mr. Ages: I think that is precisely the point of the free trade agreement. Mulroney and the Conservative government have a specific vision of Canada—deregulation, privatization, or parts of that. However, they know that if they simply pass legislation then when they are defeated as soon as the next election comes up a new government could put things right again. Of course it is more difficult to do that when you have a binding international treaty and it will make it impossible.

• 1125

Without going into all the details, we have had discussion about why Mulroney is doing something. As Mulroney's secret papers admit, the more people hear about free trade the less they like it. Why is he doing it? My position is that it is essentially a scorched-earth policy by the multinational corporations to do damage to the people of Canada and the economy of Canada and the social programs of Canada in the short time they will be in power. Yes, it will entrench all the things they are doing and it will be very difficult, but nevertheless it will have to be done.

[Traduction]

toutes les mesures compensatoires ou protectrices qu'ils voudront adopter à l'avenir en se fondant sur le droit commercial américain pourront être adoptées.

M. Reimer: Tout ce que j'ai demandé, ce sont des opinions juridiques et, si je comprends bien, vous n'en avez pas qui puissent nous aider.

Le président: Monsieur Reimer, je regrette. . .

Mme Spratt: Je regrette, nous ne représentons que 200,000 personnes. Nous n'avons pas ici d'avocat.

Le président: Je regrette que nous manquions de temps. Monsieur Blaikie, s'il vous plaît.

M. Blaikie: Il est difficile de choisir un secteur particulier qui ferait l'objet de questions plus poussées. Personne à Winnipeg ne sera étonné, j'imagine, que je finisse par poser une question sur le transport et sur les chemins de fer.

J'invite M. Ages à répondre au commentaire suivant sur l'ampleur de l'appui donné par cet accord à la déréglementation du réseau de transport, déréglementation à laquelle s'opposent tant de Manitobains. En réalité, si cet accord est signé, aucun gouvernement futur ne pourra faire quoi que ce soit à ce sujet au cas où la déréglementation se révélerait le désastre pour le Manitoba que tout le monde prévoit. Ce gouvernement conservateur particulier non seulement aura déréglementé le réseau de transport, mais empêchera aussi les gouvernements futurs de le réglementer de nouveau en incorporant dans cet accord son point de vue particulier sur la manière dont notre réseau de transport devrait être éventuellement dominé par les sociétés de transport des États-Unis. Je trouve que cela est fondamentalement anti-démocratique et je me demande si vous êtes aussi de cet avis.

M. Ages: Je pense que c'est précisément à cela que rime l'accord de libre-échange. Mulroney et le gouvernement conservateur entretiennent une vision particulière du Canada—déréglementation, privatisation, en totalité ou en partie. Ils savent pourtant que s'ils se contentent de faire adopter des lois, après leur défaite après aux prochaines élections, un nouveau gouvernement pourrait rétablir les choses. Évidemment, c'est plus difficile à faire lorsque l'on se trouve devant un traité international exécutoire et cela rendra la chose impossible.

Sans entrer dans tous les détails, nous nous sommes demandés pourquoi Mulroney a décidé d'agir. Les documents secrets de Mulroney le concèdent: plus les gens entendent parler du libre-échange, moins ils en veulent. Pourquoi va-t-il de l'avant? A mon avis, c'est essentiellement une politique de la terre brûlée de la part des multinationales, une politique qui vise à nuire au peuple canadien et à l'économie du Canada et aux programmes sociaux du Canada durant la brève période durant laquelle elles auront détenu le pouvoir. Oui, cela va inscrire dans un document officiel ce qu'elles font,